

## 17ème législature

|   |  |  |
|---|--|--|
| <b>Question N° :</b><br><b>1241</b>                         | <b>De M. Philippe Lottiaux ( Rassemblement National - Var )</b>                                    | <b>Question écrite</b>   |
| <b>Ministère interrogé</b> > Logement et rénovation urbaine |  | <b>Ministère attributaire</b> > Logement et rénovation urbaine                             |
| <b>Rubrique</b> >logement                                   | <b>Tête d'analyse</b><br>>Conditions de défraiement et d'indemnisation des administrateurs des OPH | <b>Analyse</b> > Conditions de défraiement et d'indemnisation des administrateurs des OPH. |
| Question publiée au JO le : <b>22/10/2024</b>               |  |  |

### Texte de la question

M. Philippe Lottiaux attire l'attention de Mme la ministre du logement et de la rénovation urbaine sur les conditions de défraiement et d'indemnisation des administrateurs des offices publics de l'habitat, à raison de leur participation au conseil d'administration et au bureau de ces organismes, ainsi qu'à leurs commissions d'attribution des logements locatifs sociaux et commissions d'appel d'offres. En l'état, l'article R. 421-10 du code de la construction et de l'habitation prévoit une indemnisation forfaitaire destinée, selon le cas, à compenser la diminution de leur rémunération ou de leur revenu ou l'augmentation de leurs charges du fait de leur participation à ces instances. Depuis sa création en 2008, cet article renvoie à un arrêté ministériel pour la détermination du montant maximum des indemnités. Faute d'adoption de cet arrêté, les modalités d'indemnisation des administrateurs restent fixées par une réglementation ancienne et non adaptée à cet objet (décret du 3 juillet 2006 et arrêté du même jour applicables aux modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État). Cette situation ne permet pas aux administrateurs d'un office par ailleurs salariés d'une entreprise de compenser le temps consacré à la préparation et à la participation à ces instances appelées à prendre des décisions patrimoniales importantes. Il lui demande s'il prévoit de prendre l'arrêté attendu depuis 2008, afin que les administrateurs d'offices publics de l'habitat soient indemnisés, de manière réaliste, du temps consacré à la préparation et à la tenue des conseils et commissions de l'établissement et que les frais de déplacement leurs soient remboursés.